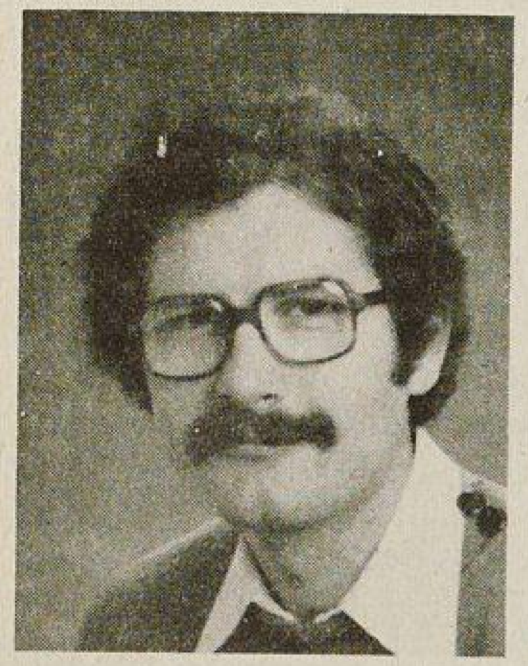
VERS UNE GAUCHE NOUVELLE
POUR UNE ALTERNATIVE ANTI-CAPITALISTE

Elections législatives du 14 juin 1981
LOIRE-ATLANTIQUE — 3e circonscription



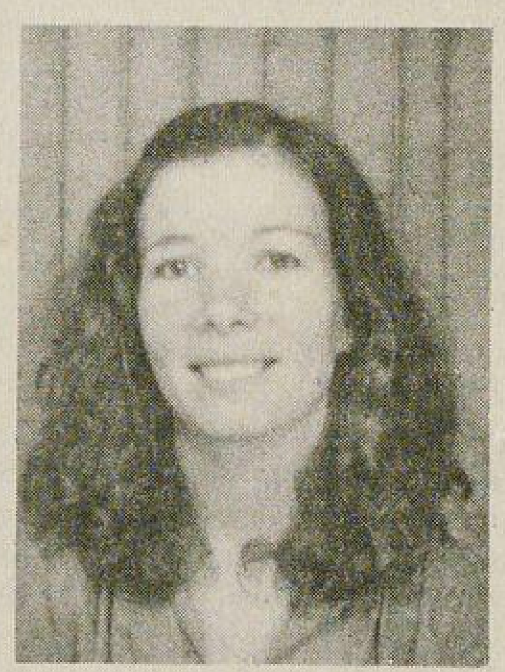
TITULAIRE

JAUNAS
Dominique
27 ans
Cheminot

SUPPLEANTE

DUVERNE
Mireille

Fonctionnaire



Le 10 mai, enfin, il s'est fait battre ! Après 7 années pendant lesquelles les mauvais coups se sont multipliés contre les forces populaires de notre pays, Giscard d'Estaing est expulsé de l'Elysée et emporte dans ses bagages Barre et ses ministres, les apôtres de la crise, les responsables de l'accroissement du chômage, de la vie chère, des expulsions d'immigrés, des attaques anti-syndicales...
Le soir du 10 mai, nous avons tous partagé la joie d'en finir avec un septennat d'oppression et d'arrogance et, pour finir, de hargne contre les travailleurs.
C'est pourquoi, les **14 et 21 juin**, il faudra battre à nouveau la droite : Giscardiens et chiraquiens ne doivent pas pouvoir imposer leur politique depuis l'Assemblée Nationale ! Comme au deuxième tour de l'élection présidentielle, pas une seule voix de gauche ne doit manquer au deuxième tour des législatives pour le candidat de gauche qui sera le mieux placé.

Battre la droite, oui,
mais pour une politique de gauche

On entend de proches conseillers économiques du nouveau président insister sur l'ampleur de la crise, pour prôner une modération des exigences populaires. Certes, tout n'est pas possible tout de suite, nous en sommes bien conscients, mais une série de mesures indispensables doivent être prises dans les tout prochains mois par le nouveau gouvernement.

Parmi les plus importantes d'entre elles :

- Abrogation de la loi Sécurité et Liberté, de la loi anti-casseurs, dissolution de la Cour de Sûreté de l'Etat, amnistie pour les prisonniers politiques, notamment pour les détenus corses et Colette Meynard, et les détenus bretons
- Représentation proportionnelle intégrale à toutes les élections
- Référendums d'initiative populaire
- Egalité des droits pour les travailleurs immigrés, abrogation des textes Barre-Bonnet-Stoléru
- Extension des droits des travailleurs dans l'entreprise
- Suppression du monopole de la radio-télévision
- Les 35 heures sans diminution de salaire
- Revalorisation conséquente du SMIC et des bas salaires, des prestations sociales et des allocations familiales
- La 5e semaine de congés payés
- Abaissement de l'âge de la retraite

- Contre le chômage : arrêt des plans de licenciements en cours, titularisation des auxiliaires et vacataires, indemnisation de tous les chômeurs
- Arrêt du programme nucléaire, diversification des sources d'énergie et développement des économies d'énergie
- Egalité des salaires entre hommes et femmes, interruption volontaire de grossesse libre et gratuite pour toutes
- boycott de l'Afrique du Sud et arrêt des ventes d'armes aux régimes fascistes et racistes
- Plan d'aide au Tiers-Monde.

Sans une avancée sérieuse sur l'ensemble de ces mesures, il ne saurait y avoir une réelle politique de gauche de la part du gouvernement. Tout en soutenant les mesures qu'il prendra dans ce sens, nous refuserons qu'il se contente de gérer le système en le replâtrant.
Nous combattrons tous les compromis passés avec la droite. Nous combattrons fermement les manœuvres de la droite.

Les questions de fond

Au-delà des avantages incontestables que peut procurer, sous certaines conditions, la venue de la gauche au pouvoir, est-elle à la hauteur des questions posées par le mouvement social depuis une quinzaine d'années ? Est-elle à la hauteur des volontés de changement de tous ceux qui ont fait leurs les aspirations nées de mai 68, de Lip, de tous ceux qui au travers de leurs luttes ont montré qu'ils entendaient refuser l'exploitation capitaliste, voir se modifier en profondeur le rapport au travail, l'exercice du pouvoir, les relations entre hommes et femmes, les relations avec la nature, le caractère impérialiste de notre métropole.
Car s'il est temps bien sûr, de mettre un coup d'arrêt au régime des bas salaires, n'est-il pas temps aussi de modifier le caractère parcellisé, monotone, sans initiative de notre travail ? De remettre en cause ce qui structure la production dans notre pays, de refuser la division entre ceux qui possèdent et ceux qui travaillent, entre ceux qui pensent et ceux qui exécutent.

Car, s'il est temps de mettre un coup d'arrêt au régime policier, aux attaques contre les droits syndicaux, les droits politiques élémentaires, n'est-il pas temps de mettre fin aussi à cette confiscation du pouvoir ? Exclus des décisions, tout au mieux consultés, nous ne voulons plus nous en remettre, au nom de la compétence, à des professionnels à qui serait confié le soin de faire la politique.
Car, s'il est temps de prendre les mesures sociales les plus élémentaires, changeront-elles la vie dans les cités dortoirs sans joie, avec cet urbanisme de profit qui supprime la vie dans les quartiers, dans les centre-villes.
Car, ne faut-il pas en finir avec le loisir programmé, encarté, distribué par ceux-là mêmes dont l'unique but est de faire de l'argent ?
Car, s'il est temps de mettre fin aux mesures de ségrégation qui frappent les femmes de notre pays dans le cadre de l'avortement et face à l'emploi, n'est-il pas temps de concevoir la modification de l'ensemble des relations, qu'il s'agisse, notamment, de celles entre femmes et hommes, entre jeunes et plus âgés ?

N'est-il pas temps aussi de remettre en cause les rapports impérialistes et néo-colonialistes que la France développe vis-à-vis de ses chasses gardées d'Afrique, les rapports coloniaux vis-à-vis des DOM-TOM et de la Corse.

A ces questions, la gauche n'apporte pas de réponse.
Pour traduire politiquement ces exigences, nous, militants syndicalistes, du mouvement associatif, de gauche et d'extrême-gauche, qui luttons depuis de longues années pour que la vie modelée par des années de règne du capitalisme change en profondeur, nous devons nous rassembler, faire entendre notre voix, pour aller vers une gauche nouvelle pour une alternative anti-capitaliste.

CANDIDATURE SOUTENUE PAR LE PCR ET L'OCT

Imprimerie IPCC — PARIS